



Belgeo

Revue belge de géographie

4 | 2020

L'intégration régionale dans le monde

Violences et régionalisation en Afrique centrale

Violence and regionalization in Central Africa

Emmanuel Chauvin et Géraud Magrin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/43632>

DOI : 10.4000/belgeo.43632

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Référence électronique

Emmanuel Chauvin et Géraud Magrin, « Violences et régionalisation en Afrique centrale », *Belgeo* [En ligne], 4 | 2020, mis en ligne le 09 novembre 2020, consulté le 21 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/43632> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.43632>

Ce document a été généré automatiquement le 21 décembre 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Violences et régionalisation en Afrique centrale

Violence and regionalization in Central Africa

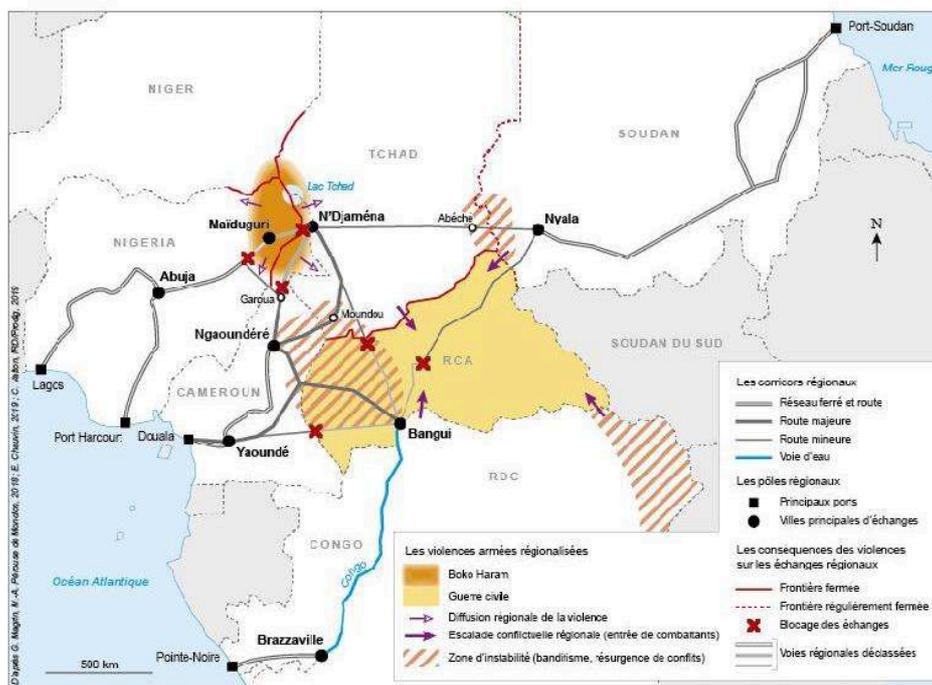
Emmanuel Chauvin et Géraud Magrin

Introduction

- 1 L'Afrique centrale forme de prime abord un objet improbable pour une réflexion sur l'intégration régionale. Dans ce vaste ventre mou de l'Afrique aux contours flous, variables suivant les nomenclatures, allant du Tchad à la République Démocratique du Congo (RDC), aux faibles densités de population et à l'instabilité politique chronique, la dynamique institutionnelle, d'une vaine complexité, peine à influencer les pratiques des acteurs et les réalités économiques. Pour autant, on peut aussi considérer cet espace comme relevant d'une forme de régionalisation ancrée dans l'histoire, en partie façonnée par la violence politique¹, à l'inverse de la construction européenne pensée contre le retour de la violence. Ses dynamiques contemporaines peuvent aider à penser les logiques de déréglionalisation (au sens de recul de la régionalisation) à l'œuvre dans d'autres parties du monde.
- 2 En Afrique centrale, les ensembles sont souvent définis en fonction de leur unité « naturelle » ou de leur régionalisation formelle, à partir de critères oro-hydrographiques (le bassin du Tchad, la cuvette congolaise), bioclimatiques (la forêt congolaise, les savanes soudaniennes, le Sahel) ou politico-institutionnels (la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC)² ; la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)³). Or ces critères sont transcendés par des dynamiques de régionalisation fonctionnelle, qui prennent la forme de puissants flux transfrontaliers entre espaces contigus, essentiellement réticulaires et portés par les acteurs de la mobilité des biens, des personnes et des capitaux. Cette régionalisation fonctionnelle est d'autant plus difficile à analyser que les flux non enregistrés (qualifiés d'« informels ») y dominent très largement. Au nord de l'Afrique centrale, ce système d'échanges ancien interagit avec les processus de

formation de l'État, de l'époque pré-coloniale à la période contemporaine. Le système régional se place sur une charnière du peuplement africain opposant des plages de forte densité (Nigeria, Nord Cameroun, Sud Tchad) au versant méridional sous-peuplé de l'Afrique centrale (Sautter, 1966). Le différentiel écologique sous-tend un système d'échanges méridien forêts / savanes : le bétail, le poisson fumé ou séché, les arachides, les oignons, et d'autres produits agricoles de certains *hot spots* productifs comme le lac Tchad (poivron, niébé, maïs) sont polarisés principalement vers le Nigeria, sa population nombreuse, ses grandes villes, et à un degré moindre vers les autres villes de la zone forestière (Yaoundé, Libreville, Bangui, Brazzaville). Du sud vers le nord circulent le bois de RCA et les produits manufacturés importés via le Cameroun ou le Nigeria. À l'époque coloniale, la desserte du bassin du lac Tchad était partagée entre cinq voies de désenclavement étudiées par Gilles Sautter (1958) : voie libyenne, voie soudanaise, voie fédérale⁴, voie nigériane et voie camerounaise. Aujourd'hui, trois principaux corridors régionaux organisent les échanges transnationaux, et donc la régionalisation : les corridors nigériens, camerounais (avec ses appendices centrafricains et tchadiens) et soudanais relient les pôles (ports, grandes villes) des façades littorales aux arrière-pays par des lignes routières et ferroviaires à la praticabilité fluctuante suivant le degré de dégradation des infrastructures et le niveau d'insécurité (cf. figure 1).

Figure 1. Les corridors régionaux à l'épreuve des insécurités en Afrique centrale



- 3 L'Afrique centrale compte aujourd'hui deux grands espaces de violence : la zone des Grands Lacs, avec comme épïcêtre l'est de la RDC, et l'Afrique centrale du nord. Là se développent deux foyers principaux d'instabilité : la région du lac Tchad, en proie à la lutte armée de type djihadiste portée par le groupe Boko Haram depuis 2009, et la RCA, engluée depuis 1996 dans des conflits internes régionalisés, ayant conduit depuis 2013 à un quasi-effondrement de l'État, opposant pouvoir central évanescant et groupes armés antagonistes, liés à des forces externes.

- 4 Il s'agit ici de donner sens à la diversité des interactions entre violences et processus de régionalisation au nord de l'Afrique centrale, en mettant l'accent sur la régionalisation fonctionnelle. Les crises contemporaines se sont parfois nourries des configurations spatiales de la régionalisation fonctionnelle. Elles participent par ailleurs à la régionalisation fonctionnelle en créant à leur tour des flux transfrontaliers spécifiques, militaires ou non (Chauvin, 2018). De plus, les violences armées considérées ont une étendue régionale : elles ont pu s'étendre au-delà des frontières nationales où elles ont été initiées (diffusion de la crise Boko Haram depuis son foyer du Borno nigérian vers les régions frontalières du Cameroun, du Niger et du Tchad) ou se régionaliser en impliquant en leur sein un nombre croissant d'acteurs originaires des pays voisins (Centrafrique). La présente contribution étudie les liens entre les violences et un système régional mouvant, à la fois touché par des dynamiques de régionalisation (processus d'intensification des relations entre espaces transfrontaliers contigus) (Richard, 2014) et de dérégalisation (diminution de ces relations). La région en question suit un double mouvement de destructuration-restructuration par la violence, ce qui implique d'étudier ce qui s'estompe et ce qui se consolide, à la fois en termes d'intensité, de nature et de localisation des flux régionaux, pour reprendre les mots du géographe Jean-Luc Piveteau dans son schéma d'analyse de la régionalisation-dérégalisation (Piveteau, 1986). En raison d'une focalisation sur la construction des régions, plutôt que sur leur délitement, la notion de dérégalisation est assez peu courante dans la littérature scientifique, en dehors de quelques cas (Damette, 1979 ; Richard, Zanin, 2009 ; Thorez, 2011)⁵. Les deux notions sont pourtant indissociables : elles renvoient à l'opposition entre mouvement et circulation d'une part, cloisonnement et iconographie d'autre part, identifiée par le géographe Jean Gottmann au fondement de la formation des régions, de leur naissance et de leur évolution (Gottmann, 1952). Notre propos porte sur un ensemble géographique aux contours indécis, rendu cohérent par sa dépendance aux ports nigériens et camerounais dans son intégration à la mondialisation. Il s'agit de fait d'un arrière-pays de cette charnière de l'Afrique, dont l'unité est renforcée par les intenses échanges régionaux qui le structurent.
- 5 Cette analyse s'appuie sur les travaux sur la régionalisation en Afrique. Ceux-ci se sont intéressés aux dynamiques de régionalisation par le bas à partir notamment des périphéries nationales (Igué, 1995), aux dysfonctionnements des constructions par le haut (Pourtier, 1993), à la formation des corridors de développement (Lombard, Ninot, 2010 ; Chaléard, Sanjuan, 2017), voire récemment à la formation de régions transnationales urbaines à partir d'interfaces métropolitaines (Choplin, 2019). Dans une Afrique peu peuplée et urbanisée, aux États faibles, l'étude de la régionalisation a mis l'accent sur les logiques informelles transnationales et la succession de corridors qui restent à l'état de projets (Sautter, 1958 ; Harre *et al.*, 1990 ; Bennafla, 2002 ; Magrin, 2014). La régionalisation par la guerre est l'objet d'une littérature scientifique foisonnante, à laquelle l'espace considéré a fourni une contribution significative (Marchal, 2006 ; Debos, 2008, 2012 ; Issa, 2010 ; Chauvin, 2018). Peu de travaux tissent des liens entre la régionalisation des insécurités et un système régional préexistant. Pourtant, l'organisation régionale pré-confliktuelle d'un espace influence la spatialité de la violence et, à l'inverse, les violences armées, régionalisées ou non, peuvent recomposer cette organisation régionale, en modifiant notamment les flux économiques transfrontaliers qui façonnent la région fonctionnelle (Chauvin, 2018 ; Magrin, Pérouse de Montclos, 2018).

- 6 Nous éprouverons ici l'hypothèse selon laquelle la violence peut détruire la régionalisation, y compris dans ses dimensions les plus fonctionnelles, mais que la violence peut aussi contribuer à des formes de régionalisation spécifiques.
- 7 Dans un premier temps, nous décrirons l'implantation des insécurités au sein du système régional de l'Afrique centrale. Puis, nous questionnerons les conséquences des insécurités sur la répartition des échanges régionaux et donc sur les hiérarchies et les contours de la région fonctionnelle (à partir de la présentation d'une sorte de modèle spatial des recompositions). Enfin, nous pondérerons ce modèle spatial de vases communicants par l'étude des effets des insécurités sur la nature et le contrôle des flux régionaux.

Le contexte : des violences parties prenantes du système régional

- 8 L'histoire longue des violences dans le bassin du lac Tchad et dans l'espace correspondant à la RCA actuelle est indissociable des formes de régionalisation de cet espace.

Les violences participent à la régionalisation : une dynamique ancienne

- 9 L'unité du Sahel central durant les deux siècles qui précèdent la colonisation européenne – XVIII^e et XIX^e siècles – réside dans l'existence d'un système politico-économique prédateur fondé sur la violence. L'anthropologue allemand S. Reyna (1990) évoquait des « guerres sans fin » pour désigner le fonctionnement du Baguirmi, un des principaux royaumes sahéliens, mais une description très similaire pourrait s'appliquer aux autres royaumes du Sahel central, le Kanem Borno de part et d'autre du lac Tchad, et le Ouaddaï, à l'est du Tchad actuel. La puissance du Baguirmi reposait sur l'organisation régulière de razzias sur ses marges sud pour y capturer des esclaves parmi les populations non islamisées, qui étaient ensuite vendus dans le cadre du commerce transsaharien. Les ressources ainsi obtenues favorisaient l'acquisition d'armes qui permettaient d'extraire davantage de ressources et de résister aux empires rivaux.
- 10 Ainsi prévalait une violence régionalisée systémique sur les versants méridionaux de ces royaumes précoloniaux, nourrissant un système d'échanges économiques à la fois régional (entre forêts et savanes) et tourné vers l'extérieur (le monde méditerranéen et la péninsule arabe).
- 11 La colonisation européenne supprime progressivement ce système d'extraction violente esclavagiste mais le remplace, pendant près d'un demi-siècle, par des structures régionalisées reposant également sur la violence avec comme enjeu le contrôle des hommes. Les frontières modernes qui dessinent l'horizon territorial de l'Afrique équatoriale française (AEF) s'accompagnent de la mise en place de quelques infrastructures devant permettre la « mise en valeur » des potentialités des territoires qui la composent. Dans ces espaces fortement enclavés, au peuplement très inégal, les fragiles sociétés de l'Oubangui-Chari ont été décimées par la traite atlantique et par la traite soudano-sahélienne organisée depuis les *lamidats*⁶ peuls (Nord Cameroun), des

royaumes sahéliens (Baguirmi, Ouaddaï, Darfour, Dar el-Kouti) et la vallée du Nil (par des marchands-conquérants). L'exploitation coloniale n'a pu alors se réaliser sans un recours massif à la réquisition forcée de la rare main-d'œuvre disponible, notamment pour la culture du coton (diffusée du Moyen Congo au sud du Tchad, en passant par l'Oubangui, dans les années 1920-1930) et le transport. Une violence d'État à grande échelle accompagne ainsi la mise en place de lignes d'approvisionnement par portage entre le Moyen Congo et le Tchad via l'Oubangui au début du XX^e siècle (Mollion, 1992). Elle caractérise de même la construction du chemin de fer Congo Océan de sinistre mémoire (1921-1934 – voir Gide, 1927 ; Londres, 1929 ; Sautter, 1967)⁷.

- 12 Depuis les indépendances acquises en 1960, le nord de l'Afrique centrale a connu des trajectoires politiques heurtées, où se distinguent quatre figures de guerres civiles régionalisées. Au Tchad, une forme de violence cyclique organise la lutte pour le pouvoir depuis les années 1960, selon un modèle opposant un groupe rebelle basé dans une périphérie nationale, dont la résilience et la dangerosité tiennent au soutien fourni par un pays limitrophe (souvent la Libye et ou le Soudan), au détenteur du pouvoir consommant la rente de l'État depuis la capitale, avec des attributs de garnison-entrepôt (Roitman, 1998 ; Magrin, 2008). Dans les années 2000, à ce dispositif s'ajoute, au Ouaddaï et au Darfour, un système de conflits, situation dans laquelle des « conflits armés produits de conjonctures nationales distinctes et relevant d'acteurs, de modalités et d'enjeux différents s'articulent les uns aux autres et brouillent les frontières spatiales, sociales et politiques qui les distinguaient initialement » (Marchal, 2006, p. 135). Ce système de conflits se joue dans la coalescence entre deux conflits centre / périphérie dans le cadre d'une guerre par procuration entre le Tchad et le Soudan (le régime soudanais soutenant les opposants au régime tchadien basés au Darfour, tandis que le régime tchadien soutenait les rebelles darfouris au régime de Khartoum) (Debos, 2008 ; Bégin-Favre, 2009). La troisième figure se distingue après 2009, avec la diffusion des violences du groupe djihadiste Boko Haram à partir de son foyer initial du centre du Borno vers tout le Nord-Est nigérian puis en 2013 vers les zones frontalières du Niger, du Cameroun et du Tchad (Magrin, Pérouse de Montclos, 2018). Enfin, la situation de la crise centrafricaine depuis la fin des années 1990 s'assimile à une escalade conflictuelle régionale, c'est-à-dire à l'intervention croissante d'acteurs voisins au sein de ce conflit interne, de la *Lord Resistance Army* (LRA) ougandaise aux groupes armés congolais, en passant par les bandits et combattants tchadiens et soudanais, sans que ce conflit s'étende au-delà des frontières nationales initiales de la Centrafrique (Chauvin, 2018).

Un système régional accoutumé à la violence

- 13 Avant les crises récentes, le système régional du nord de l'Afrique centrale reposait sur de denses circulations transfrontalières qui nourrissaient une insécurité structurelle et des formes de violences de basse intensité. Les « périphéries nationales » sont définies par J. Igué (1995) comme des régions éloignées des centres de gravité politique, économique et démographique nationaux, ne recevant guère d'investissements de l'État, mais dynamisées par l'intensité des trafics transfrontaliers de produits de l'agriculture au sens large ou de produits manufacturés, légaux ou non (armes, drogues). De telles régions sont au cœur de cette économie politique transfrontalière. Dans le cadre d'une analyse de la formation des États, ces espaces peuvent être perçus comme des zones interstitielles entre les aires où se concentre le contrôle étatique. Ces

interstices ne sont pas extérieurs aux territoires nationaux : les agents de l'État y sont bien présents et les rentes fournies par les prélèvements illicites qu'ils effectuent sur les circulations commerciales participent au système étatique clientéliste d'États rentiers (Magrin, 2013).

- 14 Le lac Tchad en constitue un exemple emblématique. Partagée entre quatre États (Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad), cette zone humide faite d'eaux libres, d'une multitude d'îles et d'une large mais fluctuante ceinture de marécages est depuis les années 1980 très productive en poissons, céréales, produits maraîchers ainsi que pour l'élevage (Lemoalle, Magrin, 2014). Un tel milieu amphibie se révèle à la fois particulièrement propice aux échanges transfrontaliers (en pirogue) et défavorable au contrôle étatique. L'empire du Kanem Borno n'a jamais pu maîtriser vraiment les insulaires Yedina/Buduma, dont les razzias entretenaient sur les rives méridionales du lac une insécurité expliquant la quasi absence de peuplement permanent à la fin du XIX^e siècle (Bouquet, 1990). Après la période coloniale, le lac Tchad servit de refuge aux derniers partisans d'Hissein Habré, qui y entretenaient un maquis un moment dangereux pour le pouvoir de N'Djaména (1990-1994) (Magrin, 2009). Les tentatives étatiques de construire une grande agriculture irriguée moderne tournée vers le marché national se soldèrent par des échecs au Tchad et au Nigeria (Bouquet, 1990). La région devint cependant, du seul fait de la dynamique environnementale (le retrait des eaux pendant les sécheresses des années 1970-1980 ouvrit d'excellents terroirs aux cultures de décrue) et de la construction de quelques routes, un grenier pour les métropoles régionales (Magrin, 1996 ; Lemoalle, Magrin, 2014).
- 15 Le dynamisme économique des périphéries nationales a cependant sa part d'ombre. Il va de pair, en Afrique centrale, avec une longue tradition de banditisme rural, dont on peut postuler que l'intensification reflète l'affaiblissement des États. Ainsi, la violence associée au phénomène des coupeurs de route, couramment appelés *zarguina* dans la région, a été particulièrement importante dans les décennies 1990 et 2000 (Issa, 2010). Leurs bases s'établissent dans des marges mal contrôlées par les États, qui sont en même temps ces fameux *hotspots* de l'intégration fonctionnelle transnationale, associant zones de production, pôles d'échanges internationaux et axes commerciaux transfrontaliers (Chauvin, Seignobos, 2013). Ces bandits opèrent des prélèvements violents sur les échanges régionaux, en ciblant en particulier les routes qui mènent aux principaux marchés hebdomadaires qui structurent ce système d'échanges. Ils participent également aux trafics qui y sont associés.
- 16 D'autres espaces se caractérisent par leur faible dynamisme dans les échanges transfrontaliers. Ces « espaces frontaliers à faible dynamisme », dans la typologie de J. Igué (1995), sont les plus excentrés, vides d'hommes et aux frontières floues. À très faible contrôle étatique, ils constituent de parfaits refuges pour des bandes armées transnationales, qui s'y installent pour pratiquer le pillage, avant d'en receler le produit, souvent, de l'autre côté de la frontière. La Centrafrique, sa longue histoire de la razzia - des ponctions esclavagistes précoloniales aux enlèvements contemporains contre rançons des coupeurs de routes - et sa position ancienne de « périphérie de périphéries » (Cordell, 1985), en sont exemplaires. Dans les années 1980-1990, la Centrafrique fut le terrain de chasse de braconniers du Soudan et de coupeurs de route de diverses nationalités qui alimentèrent une insécurité rurale. Depuis le début des années 2000, l'effondrement d'un État déjà squelettique, recroquevillé sur le seul contrôle de Bangui et de son proche arrière-pays, a accompagné à la fois le déploiement

de groupes rebelles contrôlant des pans entiers du territoire et la multiplication de puissantes bases de *zarguina*, renforcés, voire structurés, par les hommes en armes des guerres voisines (Congo, Est du Tchad/Darfour, Ouganda, Sud Soudan) (Chauvin, Seignobos, 2013 ; Chauvin, 2015).

Contre-insurrection, crise du système régional et régionalisation des conflits

- 17 Les formes de présence et les interventions des États dans ces périphéries nationales ont des effets ambivalents sur les dynamiques régionales. Elles s'inscrivent dans des registres de gouvernementalité caractéristiques de régimes clientélistes (Bayart, 1989) enclins au gouvernement par la violence (Debos, 2012), qui se déclinent selon des configurations nationales variées. En période de paix, les ressources captées sur les circulations transnationales fournissent les postes « juteux » (Blundo, Olivier de Sardan, 2007) de la douane, des Eaux et forêt, de la gendarmerie. Ils récompensent les soutiens du pouvoir.
- 18 Si le contrôle territorial étatique est contesté par des groupes armés (bandits, rebelles, djihadistes), comme c'est le cas en RCA depuis le début des années 2000 et autour du lac Tchad depuis 2009-2012, les actions de contre-insurrection des États sont très répressives et brutales – même si elles sont parfois ponctuelles et non suivies dans le temps d'un quadrillage du territoire. Elles ont été rendues possibles par la localisation de la contre-insurrection dans des régions d'opposition, hors clientèle, et par l'emploi de la violence considérée comme « légitime » ou « normale » pour gouverner. Cette violence des pouvoirs centraux a ciblé les ressources des populations (agricoles, commerciales, financières), ce qui a favorisé la montée en puissance des contestations armées du pouvoir d'État. La politique de la terre brûlée (incendie de maisons, voire de villages entiers, etc.) a été largement pratiquée en RCA (Chauvin, 2015), mais aussi par l'armée nigériane en répression des groupes villageois suspectés de complicité avec Boko Haram (Magrin, Pérouse de Monclos, 2018). Une stratégie complémentaire a consisté à asphyxier les groupes ennemis en asséchant l'économie productive des échanges qui leur permettaient de vivre et de s'approvisionner en moyens de combattre (armes, munitions, moyens de locomotion, carburant). Certaines activités productives (pêche, agriculture, élevage) ont été interdites dans des secteurs entiers, par exemple dans le lac Tchad et dans la vallée de la Komadougou Yobé depuis 2015. Toujours face à Boko Haram, la fermeture des marchés et des frontières, accompagnée de déplacements forcés de population, a été largement pratiquée (Magrin, Pérouse de Montclos, 2018).
- 19 Les conséquences de ces interventions brutales sur la régionalisation sont ambivalentes : d'un côté, elles affectent fortement les formes de régionalisation fonctionnelle antérieures reposant sur les échanges informels transfrontaliers, notamment de produits agricoles. De l'autre, elles favorisent une régionalisation des conflits par la constitution de bases arrière pour les insurgés dans les pays voisins, destinée à les mettre à l'abri de la violence gouvernementale. Ainsi, tout comme la formation des États, le processus d'édification de la région a été très violent, caractérisé par des conflits armés et une forte coercition.

Un système régional ré-agencé par les violences

- 20 Les violences participent à isoler les espaces qu'elles affectent d'un point de vue économique. Les flux régionaux se détournent des espaces de violences et se réorientent vers des espaces contigus aux situations politiques plus apaisées. Ce déplacement suit une sorte de modèle de vases communicants : les espaces en paix fonctionnent comme une pompe qui aspire les flux régionaux qui traversaient initialement les espaces à présent en crises⁸.

La réorientation des flux régionaux : un modèle de vases communicants

- 21 Dans les espaces affectés par les violences, les populations se replient sur elles-mêmes et tendent vers des économies de subsistance. Des violences comme les razzias et les incendies de villages mettent à mal les systèmes productifs et les capacités des producteurs à accumuler suffisamment de biens et de revenus pour être en relation avec leur environnement régional, à travers des relations d'import-export. La Centrafrique est exemplaire de ce mouvement vers l'autarcie, proche de l'économie de survie. Dans une économie où domine le secteur primaire, l'agriculture vivrière marchande et exportatrice est abandonnée au profit d'une agriculture purement vivrière, centrée sur des plantes rustiques d'autosubsistance. Comme durant les grandes violences des temps anciens (Prioul, 1981 ; Cordell, 2002), le manioc, dissimulable, productif et nécessitant peu d'entretien, sert de plante refuge (Chauvin, 2014 ; Dufumier, Lallau, 2015).
- 22 Parallèlement, les producteurs de ressources primaires et les marchands migrent des espaces de violences vers des espaces limitrophes plus en paix, relocalisant les bassins de production et les réseaux d'échanges régionaux.
- 23 La tendance est marquée pour les ressources comme le bétail, qui, en Afrique centrale, est habituellement inscrit dans un système d'élevage mobile (transhumance, migrations, etc.). La violence a réorganisé les bassins de production et le commerce régional de bétail. Ainsi les éleveurs ont-ils quitté l'Ouest de la Centrafrique (pour rejoindre l'est de la RCA, le Cameroun, le Tchad, la RDC) et le lac Tchad (pour cheminer vers des régions limitrophes). Les grands marchés à bétail, à partir desquels des flux commerciaux régionaux s'organisent à destination du Nigeria et de l'Afrique littorale, ont été relocalisés à distance des zones de conflits armés.
- 24 D'autres systèmes de production plus fixes, comme l'agriculture et la pêche, peuvent aussi progressivement se déplacer, à travers les migrations des producteurs qui délaissent un bassin de production au profit d'un autre, plus sécurisé. Cela a pu être montré ailleurs, en Afghanistan, en Colombie et dans leurs voisinages, à propos des cultures de drogue (Pugh *et al.*, 2003), ou à l'intérieur de l'Ouganda pour les cultures vivrières marchandes (Calas, 1998). En Afrique centrale, par exemple, des pêcheurs ont fui Boko Haram et les mesures gouvernementales de contre-insurrection au lac Tchad pour investir le lac Fitri, à 500 kilomètres, au centre du Tchad.
- 25 La réorientation des flux de marchandises transnationaux résulte également du déplacement des réseaux marchands. Confrontés à une augmentation du risque sur leurs personnes et leurs marchandises à cause des embuscades de bandits de grand

chemin ou des attaques de groupes armés ainsi qu'au renchérissement des coûts de transport par l'accroissement des taxes prélevées par les hommes en armes aux barrages routiers (Chauvin, 2014 ; Schouten, 2019), ils préfèrent commercer sur des routes voisines, plus sûres et moins coûteuses. Un processus similaire avait été observé lors de la crise ivoirienne de 2002 à 2007 : les flux entre le Mali et le Burkina Faso vers et depuis le littoral s'étaient détournés de la voie ivoirienne et d'Abidjan au profit des ports de Dakar (Sénégal), de Tema (Ghana) et de Lomé (Togo) (Lombard, Ninot, 2010).

Les changements dans les principaux corridors

- 26 Ce modèle de vases communicants, qui s'applique à diverses échelles, touche les principales circulations transnationales le long des corridors d'Afrique centrale, faisant évoluer la géographie de sa régionalisation (cf. figure 1). Les trois principaux corridors d'Afrique centrale sont impactés de manière différenciée par les violences actuelles : les flux se détournent du corridor nigérian, se concentrent le long d'un appendice du corridor camerounais et se prolongent sur le corridor soudanais.
- 27 Le corridor nigérian structure les échanges régionaux à deux titres : y transitent vers le Sud, le Nigeria fortement peuplé et urbanisé, les productions halio-agro-pastorales des pays limitrophes, notamment depuis le lac Tchad, et dans le sens inverse, des produits manufacturés destinés à l'ensemble de l'Afrique centrale, depuis les ports de Lagos et Port-Harcourt. Cependant, Boko Haram et les politiques contre-insurrectionnelles d'asphyxie du groupe djihadiste bloquent la partie nord du corridor nigérian, les circulations dans le nord-est du Nigeria, le nord du Cameroun et le sud-est du Niger. Maiduguri, métropole de plus d'un million d'habitants, qui historiquement contrôle les flux vers et depuis le lac Tchad, le Nord-Cameroun, N'Djaména et le Tchad, ne joue plus guère son rôle de redistribution des marchandises, tout comme d'autres grands marchés régionaux, situés dans des « périphéries nationales », désormais clos (Banki-Amchidé, Gambaru-Fotokol, Baga, etc.). Les flux suivent de multiples contournements, souvent plus au sud, facilités par la labilité des réseaux commerçants et de transports, dont les figures les plus emblématiques sont les « cascadeurs », ces jeunes habitués aux motos surchargées de marchandises, aux routes dangereuses et aux tours et détours (Chauvin *et al.*, 2018 ; Rangé *et al.*, 2018).
- 28 Le corridor camerounais relie le port de Douala à deux capitales de pays enclavés, N'Djaména (Tchad) et Bangui (Centrafrique), à travers plusieurs itinéraires. Les flux se détournent des itinéraires actuellement en proie aux violences et se concentrent sur les alternatives sécurisées. Boko Haram, en bloquant le passage Douala-N'Djaména par le Nord-Cameroun, a renforcé la variante du Sud du Tchad. Dans le contexte de guerre civile en Centrafrique, seule la voie Douala-Bangui via Garoua-Boulaï est sécurisée. Dans les deux cas, on assiste à une concentration des flux régionaux et au renforcement de la dépendance des deux capitales à une unique grande voie. Les armées concentrent leurs efforts sur ces routes, dont l'importance économique revêt une dimension stratégique en période de guerre. L'intervention militaire tchadienne contre Boko Haram a ainsi été accélérée quand l'axe Maroua-N'Djaména fut menacé. L'opération française Sangaris, aujourd'hui relayée par les forces onusiennes, a en priorité sécurisé la voie Bangui-Garoua Boulaï, principale route du trafic humanitaire et militaire (*Main Supply Route*) et d'approvisionnement de la capitale centrafricaine.

- 29 Le corridor soudanais qui relie la Mer rouge (Port-Soudan) au Tchad et à la RCA fut perturbé par la guerre du Darfour et de l'Est du Tchad dans les années 2000. La guerre en Centrafrique a plutôt eu un effet inverse, en provoquant un accroissement et un allongement des échanges par ce corridor. La Centrafrique connaît en effet une dynamique de partition du pays entre le pouvoir central, les milices anti-balaka tournées vers l'Ouest (Douala) et la rébellion Séléka tournée partiellement vers l'Est (Port-Soudan), cette dernière renforçant ses liens avec le Soudan et, plus loin, le Golfe (Chauvin, 2018 d). Les commerçants soudanais profitent ainsi de la dérive des flux vers leur territoire, notamment de diamants, par les rebelles de RCA, comme ont pu le faire avant eux les commerçants congolais durant la guerre en Angola, ou ceux de l'Ouganda et du Rwanda durant les guerres congolaises (Pugh *et al.*, 2003 ; Pourtier, 2003). Cette tendance pourrait contribuer au basculement de cette partie de l'Afrique centrale de l'Atlantique vers la Mer Rouge (Bennafla, 2000), autrement dit, dans le cadre de la recomposition des échanges mondialisés, des voies dominées par les pays occidentaux vers celles dominées par les pays du Golfe, la Chine et la Russie.
- 30 Sans avoir l'envergure de grandes mutations des échanges régionaux passés, marquées par l'inversion des polarités opérée par l'économie coloniale ou par la construction du réseau routier, les violences sont donc un important facteur d'instabilité des échanges régionaux. Les conflits en Centrafrique ou dans le nord-est du Nigeria ont contribué à éloigner les flux régionaux des espaces de violences. Ils ont ainsi dérégionalisé des espaces qui, de périphéries nationales, sont devenus des périphéries délaissées (lac Tchad), et des espaces frontaliers à faible dynamisme sont devenus des marges de l'Afrique centrale, et donc du monde (Centrafrique). Mais le système régional d'échanges ne disparaît pas à proprement parler : les flux régionaux se déplacent, partiellement, vers des espaces stables et limitrophes aux espaces de violences, qui connaissent eux des processus de régionalisation. La violence recompose ainsi les hiérarchies entre les corridors d'échanges. Des précédents ont d'ailleurs montré que les violences pouvaient participer au déclassement de certaines voies à moyen terme, comme les conflits du Congo-Brazzaville dans les années 1990, qui ont accéléré le déclin de la voie fédérale (Pointe-Noire à N'Djaména par Bangui) (Bennafla, 2002). Non seulement les violences désorganisent les réseaux commerciaux et les réorganisent ailleurs, mais elles impactent aussi la représentation spatiale que les « circulants » se font des voies de transit : le sentiment d'insécurité, les inquiétudes sur un trajet considéré comme risqué, persistent souvent en dépit de la réduction objective de sa dangerosité, cette représentation participant alors au déclassement à moyen terme d'une voie d'échange.
- 31 Toutefois, le modèle des vases communicants, qui fonctionne par transfert des flux des espaces de violences vers les espaces en paix, présente des limites. D'une part, il ne s'agit pas d'un simple solde entre un espace A et un espace B, car il passe par une adaptation et une réorganisation d'acteurs, producteurs et marchands, qui, au-delà de changer l'implantation de certains flux, abandonnent certaines activités à dimension commerciale régionale et en créent d'autres. D'autre part, au sein des espaces de violences, des flux régionaux apparaissent ou perdurent.

Des flux nouveaux à interpréter en termes de régionalisation

- 32 Des flux nouveaux dans leur nature, ou n'ayant jamais atteint une telle intensité, irriguent les espaces de violences (combattants, armes, aide humanitaire), tandis que d'autres, anciens, perdurent mais « s'invisibilisent ».

Nouveaux flux : combattants, armes et aide humanitaire

- 33 De nouveaux flux, qui relèvent souvent des économies de guerre ou de l'aide – ressources qui servent à mener et à maintenir la situation de conflit, et / ou à en atténuer les effets – limitent le « repli sur eux-mêmes » des espaces de violences.
- 34 Les flux transfrontaliers de combattants irréguliers connectent les zones de violences au reste du nord de l'Afrique centrale. Des spécialistes des métiers des armes circulent, passant d'un statut (bandit, soldat, rebelle, etc.), d'un pays et d'un conflit à l'autre (Debos, 2012). Cette circulation est souvent suscitée par les pouvoirs centraux ou rebelles : le recrutement transfrontalier de mercenaires de l'autre côté de la frontière permet de grossir la troupe, la razzia servant souvent de rémunération à ces supplétifs. Ainsi en est-il en Centrafrique, où le pouvoir de Bangui se fait et se défait depuis les années 2000 grâce à des mercenaires congolais, tchadiens et soudanais, enrôlés par les loyalistes et les rebelles centrafricains. Issus de systèmes de conflits voisins (Tchad/Soudan et congolais), ils recyclent leurs expériences dans ce maillon faible de l'Afrique centrale et participent à une escalade conflictuelle régionale de la guerre civile (Chauvin, 2018 ; Chauvin, 2018d).
- 35 Des soldats de la région circulent également dans le cadre d'interventions plus officielles. Depuis le milieu des années 1990, l'« africanisation des troupes de maintien de la paix »⁹ conduit à la multiplication des opérations de paix intégrant des contingents issus de la région. Ainsi, la Centrafrique est le pays d'Afrique qui a connu le plus d'opérations de paix depuis le milieu des années 1990 (11). Pour la plupart, et parfois de manière exclusive (FOMUC de la CEMAC, MICOPAX de la CEEAC), elles ont intégré des soldats de l'Afrique centrale (Chauvin, 2018 b). Au lac Tchad, la Force multinationale conjointe contre Boko Haram (FMJTF) est une forme d'adaptation à une menace régionalisée localisée à la charnière des Afriques de l'Ouest et du Centre, à travers l'activation d'une coquille institutionnelle à l'origine vide, le volet sécurité de la Commission du bassin du lac Tchad. D'autres interventions armées régionales sont de nature bilatérale, menées par de petites puissances militaires émergentes, comme le Tchad (en RCA, ou plus loin au Mali) ou l'Ouganda (en RCA) (Chauvin, 2018c).
- 36 Les flux de combattants s'accompagnent de la circulation régionale des armes. Dans le conflit de Centrafrique, une grande partie de l'armement des rébellions du pays passe ainsi par le Tchad, le Soudan et le Congo. Les armes du système régional de conflits Tchad-Darfour des années 2000 sont par exemple recyclées dans la guerre en Centrafrique pour approvisionner les rébellions de l'Est du pays (Séléka). Ainsi, des armes initialement collectées par Karthoum au Darfour dans le cadre de programme de désarmement sont revendues illégalement par de haut gradés de l'armée soudanaise. De même, l'Est de la RCA est approvisionné en armes par Mohamed Hamdan Dogolo, dit « Hemeti », un chef de guerre soudanais anciennement employé par Omar el Béchir

comme *janjawid*¹⁰ dans la guerre du Darfour, actuellement sorte de gouverneur de la marche darfourie et impliqué dans la « transition démocratique » au Soudan.

- 37 L'aide humanitaire alimente également les flux régionaux. Des marchandises circulent des Nord vers les Suds, comme l'aide alimentaire d'urgence, ces flux mondialisés s'intégrant à des réseaux de transport régionaux qui assurent l'acheminement des ports vers les espaces de violences. Une autre partie de l'aide humanitaire prend la forme d'achats de marchandises dans la région. Ainsi, au sein des espaces de violences s'organisent des centralités humanitaires, grands marchés et grandes villes, qui jouent un rôle de collecte et de redistribution de l'aide. Comme Bangui en RCA, Maïduguri dans la région du lac Tchad est une nouvelle capitale de l'aide, qui compense ainsi partiellement son déclassement dans les autres échanges économiques transfrontaliers (Magrin, Pérouse de Montclos, 2018). La circulation régionale de l'aide humanitaire passe aussi par son détournement à partir des grands centres de distribution que sont les camps de réfugiés. Les réfugiés revendent l'aide, y compris dans des pays limitrophes, ce qui leur permet de se sortir de leur isolement, les camps étant des formes d'accueil enclavées visant à les endiguer aux frontières (Cambrézy, 2001), comme c'est par exemple le cas des réfugiés centrafricains dans les camps du Sud du Tchad (Doubragne, 2013 ; Chauvin, 2015 b).

Flux devenus invisibles et informels

- 38 Certains flux régionaux perdurent aussi sous des formes moins visibles, ou moins enregistrées par le pouvoir central.
- 39 Ainsi les situations conflictuelles favorisent une « informalisation » de certaines rentes d'État, des groupes armés non conventionnels en prenant le contrôle (Chauvin *et al.*, 2015). Des « gouvernances rebelles » (Cuvelier *et al.*, 2014) imitent ainsi les structures administratives de l'État, notamment de taxations (barrages routiers, patentes sur les marchés, bureaux d'achats, etc.), et se chargent parfois elles-mêmes de la commercialisation de ces productions sur les marchés régionaux, voire internationaux. En Centrafrique, le café et le diamant dans l'Est du pays, à la commercialisation auparavant partiellement contrôlée par le pouvoir de Bangui, sont aujourd'hui largement dépendants des groupuscules Séléka, qui usent de leurs accointances commerciales au Soudan. Réorientations et changements de contrôle des dynamiques régionales d'échanges participent donc à des formes d'effondrement de l'État, au moins d'un point de vue des finances publiques. Ces processus se traduisent en même temps par une proto-étatisation des gouvernances rebelles (centralisation, récolte d'impôt, etc.).
- 40 Par ailleurs, des flux régionaux s'« invisibilisent », à travers des pôles et des itinéraires d'échanges « cachés », dans le cadre de stratégies d'évitement des acteurs armés. Producteurs, commerçants, consommateurs peuvent dissimuler en effet leurs échanges pour échapper aux violences, taxations et fermetures de frontières pour des raisons sécuritaires. Ainsi, on assiste à l'ouverture de marchés « cachés », appelés localement « marchés de brousse » car ils sont situés à distance de la route, de la voie principale de passage des hommes en armes, la dissimulation pouvant être renforcée par des systèmes défensifs (fausses pistes, haies, etc.). Ceci fut observée en RCA sur fond de violence généralisée et d'entraves aux échanges (fermetures de frontières, multiplication des barrages routiers, etc.) (Chauvin, 2014). Au lac Tchad, dans un

contexte d'asphyxie de Boko Haram par les pouvoirs centraux (fermeture de frontières, de marchés, restrictions sur les transports), des marchés illégaux sont ouverts, par les producteurs, marchands et consommateurs pour pouvoir échanger, et parfois par les groupes armés islamistes qui y contrôlent le commerce du bétail et du poisson fumé (Kiari Fougou, 2020). Suivant une logique similaire, les acteurs de l'échange empruntent des itinéraires plus reculés, moins contrôlés que les routes principales, pour maintenir des flux transnationaux, contournant les postes des hommes en armes.

Conclusion

- 41 En définitive, les violences contemporaines ont comme principal effet d'isoler les espaces affectés par les violences de leur système économique régional, suivant deux trajectoires différentes dans les deux pôles identifiés :
- La RCA illustre le modèle d'une périphérie délaissée devenue angle mort de la régionalisation, à travers l'effondrement progressif de l'État, une intégration à la mondialisation sur un mode ponctuel (Ferguson, 2006), et une archipellisation par le pillage. Bangui, capitale à peu près sécurisée, concentre la rente humanitaire et celle de l'aide au développement, mais ne contrôle plus un pays zone grise, aux ressources minières et forestières sommairement exploitées, les armes à la main, par des acteurs nationaux et régionaux, dans un pays divisé entre un versant polarisé par l'Atlantique et l'autre tourné vers l'Est, le Golfe et l'Océan Indien (PME semi-formelles chinoises, sociétés de sécurité et firmes minières russes, etc.) (Chauvin, 2018 d). La trajectoire future de la Centrafrique dépendra beaucoup de son environnement régional (Marchal, 2015) et de sa capacité à s'en autonomiser...
 - La région du lac Tchad quant à elle ressortirait davantage du modèle d'une périphérie nationale devenue périphérie délaissée, mais sur un mode plus résilient. Elle est formée de la périphérie de quatre États dont les centres sont relativement plus solides que la RCA. Dans les années qui viennent, on peut imaginer la résilience du système d'échanges régionaux. À long terme, tout dépendra de l'évolution des centres, qui ont montré qu'ils peuvent très bien s'accommoder d'un niveau de violence résiduelle dans la zone du lac Tchad. La poursuite de l'insécurité actuelle s'accompagnerait d'une panne de l'intégration régionale, la régionalisation signifiant alors simplement le partage d'une insécurité transfrontalière à niveau élevé. À l'inverse, on peut aussi considérer qu'un approfondissement de l'intégration sur les bases régionales antérieures à la crise est possible, et même qu'elle pourrait constituer un chemin de résilience dans une aire peuplée soumise à de très fortes contraintes (croissance démographique, changement climatique, sur fond de pauvreté), du moins si les États sont suffisamment stables pour la souhaiter.
- 42 Ainsi, interpréter le rôle des violences contemporaines sur les processus en cours implique de convoquer différents registres de temporalité. Sur le temps long, les violences apparaissent comme une modalité de fonctionnement de la régionalisation, et comme une dimension de la fragilité associée à la position de l'Afrique dite centrale. La violence a été historiquement le principal moyen d'extraire les ressources dans un environnement marqué par l'enclavement, le cloisonnement, la difficulté d'accès à l'extérieur, la dispersion et parfois la rareté des hommes. Cette réalité prévaut encore largement aujourd'hui à travers le rôle central des hommes en armes qui circulent dans les espaces de violences et tentent d'en extraire et d'en commercialiser les ressources.

- 43 La relation entre régionalisation et violences questionne également les limites et les échelles spatiales de la région. Des flux régionaux sont détruits au sein des espaces de violences, d'autres sont transférés vers des espaces en paix contigus, selon un modèle de vases communicants. Ainsi la hiérarchie des sous-systèmes de la région fonctionnelle et l'extension géographique de cette région évoluent, suivant une double dynamique, de dérégionalisation et de rerégionalisation, que l'on peut apparenter au modèle de territorialisation-déterritorialisation-reterritorialisation proposé par Claude Raffestin (Raffestin, 1987). Mais ce processus est à lire à plusieurs échelles spatiales. Au sein des espaces de violences qui s'isolent de leur environnement régional, à l'échelle locale, certains pôles profitent de nouveaux flux régionaux, comme de grandes villes devenues des capitales humanitaires, et des marchés frontaliers dans le cadre de l'économie de guerre.
- 44 Où situer alors l'Afrique centrale dans un monde de régions? À l'aune d'une régionalisation pensée comme processus d'intégration progressif par les institutions et les infrastructures, garante de paix et de prospérité partagée, le nord de l'Afrique centrale se place dans le monde tout en bas de l'échelle. Alors que des progrès significatifs ont été faits dans les autres parties de l'Afrique (Afrique de l'Ouest, Afrique orientale et du Sud) sous l'angle d'une intégration régionale articulée à l'arrimage à la mondialisation, l'Afrique centrale demeure marquée par une grande complexité institutionnelle qui entretient sa paralysie, dans le cadre d'États rentiers aux économies classiquement extraverties et peu tournées les unes vers les autres. L'intégration régionale fonctionnelle s'accommode et même se nourrit de la médiocrité d'une intégration institutionnelle qui reflète la profonde vulnérabilité structurelle des États.
-

BIBLIOGRAPHIE

- BAYART J.-F. (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2^{ème} édition.
- BENNAFLA C. (2000), « Tchad : l'appel des sirènes arabo-islamiques », *Autrepart*, 16, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 67-86.
- BENNAFLA C. (2002), *Le commerce frontalier en Afrique centrale. Acteurs, espaces, pratiques*, Paris, Karthala.
- BLUNDO G., OLIVIER de SARDAN J.-P. (dir.) (2007), *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*, Paris, Apad-Karthala.
- BOUQUET C. (1990), *Insulaires et riverains du lac Tchad*, Paris, L'Harmattan, 2 tomes.
- CAMBRÉZY L. (2001), *Réfugiés et exilés. Crise des sociétés, crise des territoires*, Paris, Éditions des archives contemporaines.
- CALAS B. (1998), *Kampala : la ville et la violence*, Paris, Karthala.
-

CHALÉARD J.-L., SANJUAN T. (2017), *Géographie du développement. Territoires et mondialisation*, Paris, Armand Colin.

CHAUVIN E. (2014), « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique », in BALDI S., MAGRIN G., *Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad*, Naples, Università degli studi di Napoli « L'Orientale ».

CHAUVIN E. (2015), *Violences en Centrafrique : pouvoirs de déplacer, manières de migrer. Centrafricains déplacés et réfugiés (Cameroun, Tchad)*, Thèse de géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

CHAUVIN E. (2015 b), « L'aide humanitaire au Tchad : une ressource pour l'enclavement des réfugiés dans des camps ? Le cas des réfugiés de Centrafrique », in REDON M., MAGRIN G., CHAUVIN E., PERRIER-BRUSLÉ L. & LAVIE E., *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*, Paris, Publications de la Sorbonne.

CHAUVIN E. (2018), *La guerre en Centrafrique à l'ombre du Tchad. Une escalade conflictuelle régionale ?*, Paris, Éditions de l'AFD.

CHAUVIN E. (2018 b), « Centrafrique en Afrique centrale : régionalisation d'un conflit armé et recompositions d'une région », in MAREÏ N., RICHARD Y., *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Neuilly-sur-Seine, Atlande.

CHAUVIN E. (2018 c), « Afrique subsaharienne. Régionalisation de la sécurité et de l'insécurité », in MAREÏ N., RICHARD Y., *Dictionnaire de la régionalisation du monde*, Neuilly-sur-Seine, Atlande.

CHAUVIN E. (2018 d), « La Centrafrique, ventre-mou de l'Afrique centrale. La recomposition des échanges régionaux par la guerre », *Afrique contemporaine*, 267-268, Bruxelles, De Boeck Supérieur, pp. 89-111.

CHAUVIN E., LALLAU B. & MAGRIN G. (2015), « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », *Cahiers d'Outre-Mer*, 272, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, pp. 463-479.

CHAUVIN E., RANGÉ C., LEMOALLE J., MAGRIN G., RAIMOND C., DOUA S.A., FOUGOU H. K., MAHAMADOU A., TAFIDA A. A. & TUKUR A. L. (2018), « La région du lac Tchad avant Boko Haram. Le système régional : environnement, populations et ressources », in MAGRIN G., PÉROUSE de MONCLOS M.-A., *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Agence française de développement.

CHAUVIN E., SEIGNOBOS C. (2013), « L'imbroglio centrafricain. État, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, 248, Bruxelles, De Boeck Supérieur, pp. 119-148.

CHOPLIN A. (2019), « Produire la ville en Afrique de l'Ouest. Le corridor urbain de Accra à Lagos », *L'Information géographique*, 2, Paris, Armand Colin, pp. 85-103.

CORDELL D.D. (1985), *Dar al-Kuti and the Last Years of the Trans-Saharan Slave Trade*, Madison, Presses de l'Université de Wisconsin.

CORDELL D.D. (2002), « Des "réfugiés" dans l'Afrique précoloniale ? L'exemple de la Centrafrique, 1850-1910 », *Politique africaine*, 85, Paris, Karthala, pp. 16-28.

CRETTEZ X. (2008), *Les formes de la violence*, Paris, La Découverte.

CUVELIER J., VLASSENROOT K. & OLIN N. (2014), « Resources, conflict and governance: A critical review », *The Extractive Industries and Society*, 1, Elsevier, pp. 340-350.

DAMETTE F. (1979), « Un concept à repenser », *Espaces Temps*, 10-11, Paris, Association Espaces Temps, pp. 22-26.

- DEBOS M. (2008), « Darfour, Tchad, RCA. Le développement d'une crise régionale », *Ramses 2008*, Paris, Dunod, pp. 269-273.
- DEBOS M. (2012), *Le métier des armes au Tchad : des combattants entre deux guerres*, Paris, Karthala.
- DOUBRAGNE I. (2013), *Le Logone oriental entre pétrole et réfugiés : étude des impacts socio-économiques*, Thèse de géographie, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- DUFUMIER M., LALLAU B. (2015), « Impossible développement agricole en République centrafricaine ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 272, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, pp. 535-555.
- FERGUSON J. (2006), *Global Shadows. Africa in the Neoliberal World Order*, Durham, Londres, Duke University Press.
- GIDE A. (1927), *Voyage au Congo*, Paris, Gallimard, Editions Biblos, 1993.
- GOTTMANN J. (1952), *La politique des États et leur géographie*, Paris, Armand Colin.
- HARRE D., IGUE J. O. & ARDITI C. (1990), « Les échanges marchands entre le Tchad, le Nord Nigeria et le Nord-Cameroun », in EGG J., IGUE J.O. & COSTE J., *Échanges régionaux, commerce frontalier et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest*, Montpellier, Cotonou, Paris, INRA, UNB, IRAM.
- IGUÉ J.O. (1995), *Le territoire et l'État en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*, Paris, Karthala.
- ISSA S. (2010), *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala.
- KIARI FOUYOU H. (2020), « Boko Haram, migrants forcés et conséquences économiques dans l'est du Niger », in CHAUVIN E., LANGLOIS O., SEIGNOBOS C. & BAROIN C. (dir.), *Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad*, Actes du XVII^e colloque Méga-Tchad, Marseille, IRD Éditions, pp. 161-172.
- LEMOALLE J., MAGRIN G. (dir.) (2014), *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*, Marseille, IRD.
- LOMBARD J., NINOT O. (2010), « Connecter et intégrer. Les territoires et les mutations des transports en Afrique », *Bulletin de l'Association des géographes français*, 87^{ème} année, 1, Paris, Bulletin de l'Association des géographes français, pp. 69-86.
- LONDRES A. (1929), *Terre d'ébène*, Ed. Motifs. Le serpent à plumes, 2000.
- MAGRIN G. (1996), « Crise climatique et mutations de l'agriculture : l'émergence d'un grenier céréalier entre Tchad et Chari », *Annales de géographie*, 592, Paris, Armand Colin, pp. 620-644.
- MAGRIN G. (2008), « Tchad 2008. Géographie d'une guerre ordinaire », *EchoGéo*, 4, mis en ligne le 13 mars 2008, <http://echogeo.revues.org/document2249.html>.
- MAGRIN G. (2009), « De longs fleuves tranquilles ? Les mutations des plaines refuges du bassin tchadien », in RAISON J.-P., MAGRIN G. (dir.), *Des fleuves entre conflits et compromis. Essais d'hydropolitique africaine*, Paris, Karthala, pp. 125-172.
- MAGRIN G. (2013), *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*, Paris, Publications de la Sorbonne.
- MAGRIN G. (2014), « Autour du lac Tchad : l'intégration régionale dans tous ses états », in GANA A., RICHARD Y. (dir.), *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local*, Paris, IRMC-Karthala.

- MAGRIN G., PÉROUSE de MONTCLOS M.-A. (2018), *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Éditions de l'AFD.
- MARCHAL R. (2006), « Tchad/Darfour : vers un système de conflits », *Politique africaine*, 102, Paris, Karthala, pp. 135-154.
- MARCHAL R. (2015), « CAR and the Regional (Dis)order », in CARAYANNIS T., LOMBARD L., *Making Sense of the Central African Republic*, London, Zed Books.
- MOLLION P. (1992), *Sur les pistes de l'Oubangui-Chari au Tchad 1890-1930. Le drame du portage en Afrique centrale*, Paris, L'Harmattan.
- PIVETEAU J.-L. (1986), « Identifier et relativiser les territoires », *L'Espace géographique*, 15, 4, p. 265-271.
- POURTIER R. (1993), *Atlas de l'UDEAC*, Paris, Ministère de la coopération.
- POURTIER R. (2003), « L'Afrique centrale dans la tourmente. Les enjeux de la guerre et de la paix au Congo et alentour », *Hérodote*, 111, pp. 11-39.
- PRIOUL C. (1981), *Entre Oubangui et Chari vers 1890*, Paris, Société d'ethnographie.
- PUGH M., COOPER N. & GOODHAND J. (2003), *War Economies in a Regional Context: Challenges of Transformation*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- RAFFESTIN C. (1987), « Repères pour une théorie de la territorialité humaine », *Cahier/Groupe Réseaux*, 7, Paris, Certes, pp. 2-22.
- RANGÉ C., CHAUVIN E., RAIMOND C., DOUA S.A., DANGBET Z., HIGAZI A., FOUGOU H.K., MAHAMADOU A., MOHAMMED K., TAFIDA A.A., TUKUR A.L. & ZIEBA F.W. (2018), « Boko Haram et la situation en 2017. La recomposition du système régional », in MAGRIN G., PÉROUSE de MONTCLOS M.-A., *Crise et développement. La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, Agence française de développement.
- REYNA S.P. (1990), *Wars without End: a political economy of Bagirmi*, Durham, University of New Hampshire.
- RICHARD Y. (2014), *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local*, Paris, Irmc, Karthala.
- RICHARD Y., ZANIN C.T. (2009), « L'Europe dans la régionalisation de l'espace mondial », *Géocarrefour*, 84, 3, Lyon, Association des amis de la revue de Géographie de Lyon, p. 137-149.
- ROITMAN J. (1998), « La garnison-entrepôt », *Autrepart*, 6, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 39-51.
- SAUTTER G. (1958), *Le chemin de fer Bangui-Tchad dans son contexte économique régional*, Bangui, Société civile d'études du chemin de fer de Bangui au Tchad.
- SAUTTER G. (1966), *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement*, Paris, Mouton.
- SAUTTER G. (1967), « Notes sur la construction du chemin de fer Congo-océan (1921-1934) », *Cahiers d'études africaines*, 26, Paris, Éditions de l'EHESS, pp. 219-299.
- SCHOUTEN P. (2019), « Roadblock politics in Central Africa », *Environment and Planning D: Society and Space*, 37, 5, Sage journals, pp. 924-941.
- THOREZ J. (2011), « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations et régions en recomposition », *Cybergeo*, 534, mis en ligne le 25 mai 2011, consulté le 21 juillet 2020, <http://journals.openedition.org/cybergeo/23707>.

NOTES

1. Les violences politiques, attachées à l'autorité et au collectif, peuvent être distinguées des violences sociales ou ordinaires, exercées à un niveau plus local ou dans des relations plus interindividuelles (Crettiez, 2008).
 2. La CEMAC regroupe les pays de la zone franc d'Afrique centrale : Tchad, Cameroun, République centrafricaine (RCA), République du Congo, Gabon, Guinée Équatoriale.
 3. En plus des pays de la CEMAC, la CEEAC a pour membres la RDC, le Burundi, Sao Tome et Principe et l'Angola.
 4. Nom donné à la voie reliant Pointe-Noire à N'Djaména par Brazzaville et Bangui. L'unité politique des territoires traversés en faisait le succès, malgré une très longue distance et plusieurs ruptures de charge.
 5. Cette notion pourrait néanmoins être davantage utilisée dans les prochaines années, comme celle de démondialisation, dans un contexte actuel de réaffirmation des frontières nationales et de l'échelon étatique.
 6. Équivalent de sultanat.
 7. Ces violences répondent à celles mises en œuvre au Moyen Congo, au Congo belge et en Oubangui-Chari par les compagnies concessionnaires (Coquery-Vidrovitch, 1972), traduisant de manière analogue la logique de contrôle des hommes et de profit en contexte de faible peuplement, d'enclavement et de très faible encadrement colonial.
 8. Nous reprenons ici l'idée de Félix Damette, prolongée par Jacques Lévy, élaborée à propos de l'évolution de la régionalisation, mais dans un tout autre contexte (pôles de croissance urbaine et plus particulièrement Paris qui, dans les années 1960, aspirent les forces vives des régions françaises en crise à travers des migrations) (Damette, 1979).
 9. Doctrine visant à l'engagement des armées africaines dans le maintien de la paix et la résolution des conflits en Afrique, inspirée par les puissances occidentales, dans une perspective de désengagement ou de délégation militaire depuis le milieu des années 1990 (programmes *African Crisis Response Initiative* - ACRI - des États-Unis, Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix - RECAMP - de la France, etc.) (Chauvin, 2018c).
 10. *Janjawid* : milicien(s) fidèle(s) au gouvernement soudanais dans la guerre du Darfour des années 2000.
-

RÉSUMÉS

Facteur de régionalisation et de dérégalisation, les guerres participent à l'organisation fonctionnelle de la grande région d'Afrique centrale. Sur le temps long, les violences politiques apparaissent comme une modalité de fonctionnement de la régionalisation, et comme une dimension de la fragilité associée à la situation géographique de l'Afrique dite centrale. À court terme, dans le double contexte de l'insurrection djihadiste de Boko Haram et de la guerre civile en Centrafrique, deux conflits armés régionalisés, elles participent aux recompositions de la répartition des échanges et de la hiérarchie entre les corridors d'échanges régionaux.

Le cas du nord de l'Afrique centrale souligne ainsi l'importance de la violence politique transfrontalière, sur fond de faible intégration institutionnelle régionale. La violence reconfigure la régionalisation : elle en ébranle certaines modalités (institutionnelles et fonctionnelles) et en façonne des formes spécifiques et nouvelles.

As a factor of regionalization and "de-regionalization", wars contribute to the functional organization of the greater Central African region. Over time, political violence appears as a modality for the functioning of regionalization, and as a dimension of fragility associated with the so-called Central African position. In the short term, in the dual context of the jihadist insurrection of Boko Haram and of the civil war in Central African Republic, two regionalized armed conflicts, they are participating in the recomposition of the distribution of trade and the hierarchy between regional corridors. The case of northern Central Africa thus highlights the importance of cross-border political violence, against a backdrop of weak regional institutional integration. The formation of large regions can also involve violence.

INDEX

Mots-clés : régionalisation, violence, guerre, Boko Haram, lac Tchad, Centrafrique, Afrique centrale

Keywords : regionalisation, violence, war, Boko Haram, Central African Republic, lake Chad, Central Africa

AUTEURS

EMMANUEL CHAUVIN

Maître de conférences à l'Université Toulouse - Jean Jaurès, Département Géographie - Aménagement - Environnement, emmanuel.chauvin@univ-tlse2.fr

GÉRAUD MAGRIN

Professeur de géographie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UMR 8586 Prodig, geraud.magrin@univ-paris1.fr